



**Arrêté n°1122-22-20-097
mettant en demeure la société AGRIMETHANE EN OUCHE pour son établissement
de SAINT- SYMPHORIEN-DES-BRUYÈRES,
en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement**

Le Préfet de l'Orne,

- Vu** le livre V du code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.511-2, L.514-5 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- Vu** le décret du Président de la République en date du 12 janvier 2022 nommant Monsieur Sébastien JALLET préfet de l'Orne ;
- Vu** le décret du 17 août 2021 nommant Madame Marie CORNET secrétaire générale de la Préfecture de l'Orne ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2022 portant délégation de signature à madame Marie CORNET, secrétaire générale de la préfecture de l'Orne ;
- Vu** l'arrêté inter-préfectoral du 21 avril 2021 portant autorisation environnementale d'une installation de méthanisation AGRIMETHANE EN OUCHE à SAINT-SYMPHORIEN-DES-BRUYERES ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées transmis par courrier du 17 janvier 2022 suite à la visite d'inspection du 14 décembre 2021 ;
- Vu** les éléments de réponse transmis par l'exploitant par courriel du 20 mai 2022, complété le 04 juillet 2022 ;

Considérant que, lors de l'inspection du 14 décembre 2021, les inspecteurs de l'environnement (spécialité Installations classées) ont constaté que *« les murs de la plateforme extérieure de stockage des CIVES font l'objet d'une malfaçon (le ferrailage de l'angle Sud Est est manquant). L'exploitant a fait consolider le mur par un talutage en terre côté route afin d'éviter la ruine complète du mur. Le fossé routier a été busé et recouvert par le talus »* ;

Considérant que, suite à la visite du 14 décembre 2021, les inspecteurs de l'environnement (spécialité installations classées) ont signifié à l'exploitant que les demandes suivantes étaient susceptibles de suites :

- article « Gestion des eaux industrielles » page 22 de l'arrêté inter-préfectoral du 21 avril 2021 : l'inspection rappelle à l'exploitant que l'arrêté d'autorisation précité ne lui permet pas de rejeter les jus de silos au milieu naturel ;
- article « Domaine d'application » pages 3-4 de l'arrêté inter-préfectoral du 21 avril 2021 : l'exploitant doit transmettre, sous 3 mois, à l'inspection un rapport à porter à connaissance concernant ces modifications (nouvel emplacement des fosses, déplacement de la torchère, plateforme de chargement des lixiviats, traitement des eaux-vannes et hauteur du stockage des CIVES) ;

Considérant que les inspecteurs de l'environnement de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) ont constaté des rejets d'effluents issus des silos vers le fossé qui longe la route et se déverse dans le ruisseau « le Cauche », à plusieurs reprises : les 22 octobre 2021, 25 octobre 2021, 25 novembre 2021 et 06 décembre 2021 ;

Considérant que l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les justificatifs techniques sur la stabilité du talus, la description et le planning des travaux de réparation des murs des silos et n'a pas transmis de justificatif technique qu'aucun rejet de jus n'est réalisé au fossé routier ;

Considérant que l'inspection des installations classées, par courrier du 27 septembre 2022, a signifié à la société AGRIMETHANE EN OUCHE qu'il en résulte deux non-conformités :

- non-conformité n°1 : l'exploitant ne respecte pas la prescription page 22 de l'arrêté inter-préfectoral du 21 avril 2021, selon laquelle « *Les eaux de lavage des véhicules sont collectées puis intégrées dans le process de méthanisation, tout comme les percolats des biofiltres de traitement de l'air vicié, les condensats de biogaz et les jus des silos* » ;
- non-conformité n°2 : l'exploitant ne respecte pas la hauteur de stockage sur la plateforme extérieure de stockage (silos) prévue à l'article « Domaine d'application » pages 3-4 de l'arrêté inter-préfectoral du 21 avril 2021 ;

Considérant qu'il est nécessaire de respecter les prescriptions des arrêtés préfectoraux réglementant le site assurant la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que les atteintes aux intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement sont significatives, notamment en ce qui concerne les eaux de surface ;

Considérant que, face à la situation dégradée d'exploitation des installations de la société AGRIMETHANE EN OUCHE et aux impacts avérés sur les eaux de surface, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en imposant des mesures d'urgence à la société AGRIMETHANE EN OUCHE ;

Considérant que, dans son courrier de réponse reçu le 21 octobre 2022 suite au projet d'arrêté de mise en demeure qui lui a été soumis, la société AGRIMETHANE EN OUCHE indique que « *Depuis la réalisation du talus en octobre 2021 le long de la D12, aucun éboulement de terre n'a été constaté. La pente réalisée est restée identique. Ce talus est stable depuis un an. Le talus ne bouge pas et la fente du mur du silo est identique depuis novembre 2021* » ;

Considérant que ces éléments qualitatifs de retour d'expérience ne constituent pas une justification technique de la stabilité du talus réalisé et n'apportent aucune garantie sur sa tenue dans le temps et sur sa capacité à retenir le mur présentant un décrochement significatif ;

Considérant que, dans son courrier de réponse reçu le 21 octobre 2022 suite au projet d'arrêté de mise en demeure qui lui a été soumis, la société AGRIMETHANE EN OUCHE indique son intention de réaliser un drainage du talus afin de récupérer les éventuels écoulements le long de la départementale 12 et que « *par la suite ces écoulements seront renvoyés dans le process de notre méthanisation* » ;

Considérant que la réalisation de ces travaux n'est pas prévue dans le dossier de demande ayant conduit à accorder l'autorisation à l'exploitant, que celui-ci n'apporte aucun élément justificatif sur le dimensionnement, ni sur l'efficacité, ni sur la durée prévue de ce fonctionnement ;

Considérant que, dans son courrier de réponse reçu le 21 octobre 2022 suite au projet d'arrêté qui lui a été soumis, la société AGRIMETHANE EN OUCHE indique que « nous n'avons pas la solution technique pour modifier la hauteur de nos stockages dans un délai de 8 jours. La SAS AGRIMETHANE EN OUCHE ne dispose pas d'une zone de stockage adaptée pour accueillir la matière végétale à évacuer. Par ailleurs, une intervention sur le tas pour diminuer sa hauteur entraînerait une déstabilisation qui serait nuisible à la poursuite du dégagement des murs ; les photos ci-dessous montrent notre volonté de dégager les murs et l'avancement dans le dégagement des murs. La rapidité de ce dégagement sera proportionnelle à la montée en puissance de notre installation de méthanisation » ;

Considérant que l'exploitant avait connaissance de la hauteur maximale de stockage de trois mètres, celle-ci figurant dans l'arrêté inter-préfectoral d'autorisation du 21 avril 2021, et que les photographies jointes par l'exploitant à la réponse reçue le 21 octobre 2022, illustrant le dégagement déjà effectué sur le mur Est du silo, démontrent sa capacité à intervenir sur les stockages ;

Considérant que les mesures conservatoires prévues au présent arrêté ont toutefois été adaptées pour laisser deux semaines à l'exploitant afin de réaliser le dégagement des murs posant des défauts d'intégrité et d'étanchéité, le délai mentionné pour le respect de la prescription concernant la hauteur globale des tas étant de deux mois ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Orne;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Mise en demeure

La société AGRIMETHANE EN OUCHE, dont le siège social est sis à la Maladerie, 61300 Saint-Symphorien-des-Bruyères, est mise en demeure de respecter, dans un délai de 2 mois les dispositions des articles suivants, au niveau de son établissement sis à SAINT-SYMPHORIEN-DES-BRUYERES :

- article « Gestion des eaux pluviales » page 22 de l'arrêté inter-préfectoral du 21 avril 2021 : « Les eaux de lavage des véhicules sont collectées puis intégrées dans le process de méthanisation, tout comme les percolats des biofiltres de traitement de l'air vicié, les condensats de biogaz et les jus des silos ».
- article « Domaine d'application » page 2 de l'arrêté inter-préfectoral du 21 avril 2021 : « [...] l'établissement comprenant les installations de méthanisation est composé : pour la réception et le stockage des matières à méthaniser :

Description du stockage	Dimensions	Type de matières
Plateforme extérieure de stockage (silos)	4 731 m ² Stockage de 3 m maximum soit 14 193 m ³	Ensilage Matières végétales Matières pâteuses

[...] »

Article 2 : Mesures d'urgence

Sans préjudice de l'application des arrêtés préfectoraux d'autorisation et des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables au site, la société AGRIMETHANE EN OUCHE, exploitant des installations de méthanisation à la Maladerie, commune de SAINT-SYMPHORIEN-DES-BRUYERES doit se conformer aux prescriptions de mesures conservatoires imposées par les sous-articles suivants :

Article 2.1 : Condition de stockage dans les silos

Dans l'attente de la restauration de l'intégrité et de l'étanchéité des murs entourant les silos de stockage, les entreposages dans ces silos devront être modifiés **dans un délai de deux semaines** après notification du présent arrêté, de façon à ce qu'aucune matière ne repose contre les murs présentant des défauts de structure, et de façon à ce que le bas des tas de matières soit éloigné horizontalement d'au moins un mètre de ces murs. Toutes précautions devront être prises pour assurer la stabilité des murs pendant ces travaux.

Article 2.2 : Gestion des jus des silos

Dans l'attente de la restauration de l'intégrité et de l'étanchéité des murs entourant les silos de stockage, l'exploitant doit mettre en place un dispositif assurant l'absence de ruissellement des eaux issues des stockages vers le mur du fond, sur la paroi Nord-Est des silos.

Article 3 : Voies de recours

Le présent arrêté peut être déféré auprès du tribunal administratif de CAEN :

1° dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision, par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

2° dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée, par les demandeurs ou les exploitants.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 4 : Publicité

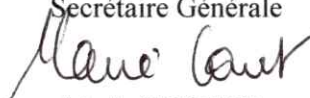
Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans l'Orne. Ce dernier sera affiché à la mairie de SAINT-SYMPHORIEN-DES-BRUYERES. Le maire de la commune devra dresser un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité à la préfecture.

Article 5 : Exécution

La Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Orne, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Alençon, le **17 NOV. 2022**

Pour le Préfet,
La Sous-Préfète,
Secrétaire Générale


Marie CORNET